

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019 – 2020

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

*Programme 01
Cabinet du Lieutenant-gouverneur*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019 – 2020

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

*Programme 01
Cabinet du Lieutenant-gouverneur*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Programme 01 - Cabinet du Lieutenant-gouverneur

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Note aux lecteurs

Étant donné que certaines questions ne font pas l'objet de réponse pour le Bureau du lieutenant-gouverneur et afin de faciliter la consultation du document, les questions suivantes ne sont pas incluses.

Pour les questions suivantes, la réponse est « aucune » :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 20, 21, 26, 27, 28, 30, 45, 56, 57, 61, 62

Ces questions ne s'appliquent pas au Bureau du lieutenant-gouverneur :

10, 15, 18, 19, 24, 25, 31, 32, 33, 37, 39, 40, 41, 46, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 58, 59

Pour les questions suivantes, la réponse sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor :

22, 23, 34, 36, 38, 42, 47, 48

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2018-2019.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère pour chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).
5. La liste des dépenses en formation de communication.
6. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2018-2019.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseil, etc.), fournir pour 2018-2019 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts, le sommaire de tout contrat, etc.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeur d'eau de source, etc.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation), pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
16. Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 : départs à la retraite, remplacements effectués, départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et indemnités de retraite versées.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
23. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régionale) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.
26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.
27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019.
28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour, les coûts de modernisation ou de refonte, la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site, la fréquence moyenne de mise à jour et le responsable du contenu du site.
30. Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée.
31. Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 : les coûts reliés au traitement et réponses, le montant total facturé et récolté, le nombre des demandes reçues, le nombre de refus, etc.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
39. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2018-2019, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

43. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée.
44. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
56. Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
57. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).
58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019.
62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.
63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du *Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020*, fournir les informations suivantes : l'objectif de réduction, le potentiel de réduction, le nombre total d'analyses et de projets d'implantation, la réduction annuelle potentielle, les investissements, les aides financières le coût moyen des projets et le nombre d'emplois créés ou maintenus.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;**
- b) le nombre de tablettes électroniques (iPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;**
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;**
- d) les coûts d'acquisition des appareils;**
- e) le coût d'utilisation des appareils;**
- f) le coût des contrats téléphoniques;**
- g) les noms des fournisseurs;**
- h) le nombre de minutes utilisées;**
- i) le coût des frais d'itinérance;**
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;**
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.**

Aucun coût n'est porté aux crédits votés pour le cabinet du lieutenant-gouverneur pour les appareils utilisés.
Ces coûts sont imputés à la subvention désignée que le lieutenant-gouverneur reçoit du gouvernement fédéral.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) la superficie totale réellement occupée;**
- d) la superficie inoccupée;**
- e) le coût de location au mètre carré;**
- f) le coût total de ladite location;**
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- h) la durée du bail;**
- i) propriétaire de l'espace loué;**
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

EMPLACEMENT	SUPERFICIE (m²)	DÉPENSE RÉELLE AU 31 MARS 2019 ⁽¹⁾ (\$)	DURÉE	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1050, rue des Parlementaires, Québec	741,89	58 053	s. o.	Assemblée nationale
(1) Le coût du loyer sera entièrement remboursé par la Direction générale de la gouvernance et de l'administration.				
Les coûts d'aménagement ou de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2018 :				
NATURE DES TRAVAUX	COÛT		BUREAU VISÉ	
Aucun				
L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué ne sont pas disponibles dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) puisque le lieutenant-gouverneur n'est pas visé par ce règlement.				

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

DÉPENSES	COÛT (\$)
Site du lieutenant-gouverneur (www.lieutenant-gouverneur.qc.ca) Les mises à jour sont faites au besoin par le personnel du Bureau du lieutenant-gouverneur.	-
TOTAL	-

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

43. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

44. Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au **Rapport annuel 2018-2019** du ministère du Conseil exécutif.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

63. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 - base annuelle (en Mt CO₂);**
- b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt CO₂);**
- c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;**
- d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);**
- e) les investissements totaux des projets (en milliers \$);**
- f) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);**
- g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);**
- h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.